



## Espace populations sociétés

Space populations societies

2021/2-3 | 2021

De la « ville revanchiste » à la « ville solidaire »

---

### « Occuper » dans un quartier gentrifié : expériences et mobilisations des habitants expulsés de Woodstock au Cap

*“Occupying” in a gentrified neighbourhood: experiences and mobilisations of  
evicted tenants in Woodstock Cape Town*

Margaux De Barros

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eps/11965>

DOI : 10.4000/eps.11965

ISSN : 2104-3752

#### Éditeur

Université des Sciences et Technologies de Lille

Ce document vous est offert par Université libre de Bruxelles - ULB



#### Référence électronique

Margaux De Barros, « « Occuper » dans un quartier gentrifié : expériences et mobilisations des habitants expulsés de Woodstock au Cap », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2021/2-3 | 2021, mis en ligne le 19 octobre 2021, consulté le 28 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eps/11965> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eps.11965>

---

Ce document a été généré automatiquement le 28 octobre 2021.



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# « Occuper » dans un quartier gentrifié : expériences et mobilisations des habitants expulsés de Woodstock au Cap

*“Occupying” in a gentrified neighbourhood: experiences and mobilisations of evicted tenants in Woodstock Cape Town*

**Margaux De Barros**

---

- 1 Le 24 septembre 2018, 80 personnes vêtues d'un t-shirt rouge sur lequel figure le slogan « Reclaim The City, land for people, not for profit » défilent dans les rues de Woodstock, au Cap. Les participants, rassemblés par l'organisation Reclaim The City (RTC) sont munis de pancartes sur lesquelles on peut lire « La gentrification m'a volé ma maison<sup>1</sup> », « J'habitais ici<sup>2</sup> », ou encore « Woodstock nous appartient aussi<sup>3</sup> ». Ils s'arrêtent devant les logements d'où plusieurs d'entre eux ont été expulsés, narrent leurs histoires individuelles puis entonnent des chants de lutte contre l'apartheid. Cette mobilisation baptisée Heritage Walk Day, intervient lors de l'Heritage Day, journée nationale de commémoration des cultures sud-africaines.
- 2 Au terme de cette marche, ils se réunissent dans la cour de l'ancien hôpital de Woodstock, dans lequel ils ont élu domicile, et organisent collectivement un braai<sup>4</sup>. Situé dans l'Upper Woodstock, zone la plus aisée du quartier, ce lieu contraste avec les maisons victoriennes soignées qui l'entourent. Renommé Cissie Gool House, du nom d'une ancienne militante métisse mobilisée contre l'apartheid, il accueille plus de 500 personnes en 2018.
- 3 Regroupées dans l'ancien hôpital de Woodstock, les victimes d'expulsions occupent cet espace pour préserver leur mode de vie et éviter d'être repoussées à la périphérie de la ville. Pour de nombreuses familles, Cissie Gool House constitue la seule alternative pour rester au sein d'un quartier sujet à la gentrification depuis la fin des années 1980.

- 4 Plusieurs recherches en sciences sociales portant sur l'action collective dans des contextes de gentrification ou de déguerpissement [Piven et Cloward, 1979 ; Bayat, 1997 ; Desmond, 2019] démontrent la difficulté des habitants à s'organiser collectivement pour faire face aux expulsions. À Woodstock, comme dans d'autres espaces gentrifiés [Smith, 2005 ; Clerval, 2016], l'absence de ressources collectives des habitants défavorisés, ainsi que l'intériorisation d'une identité blessée et subalterne, celle de la catégorie de Métis<sup>5</sup>, amoindrissent leur capacité à envisager de participer à un mouvement permettant d'améliorer collectivement leurs conditions matérielles. Ils déploient alors une série de stratégies individuelles et familiales pour faire face à l'instabilité de leur situation de logement. Ouvriers, travailleurs informels, chercheurs d'emploi, ou femmes au foyer, ils ne sont pas en mesure de payer des loyers dont le coût est devenu exorbitant. De plus, les expulsions sont vécues par les individus affectés comme un phénomène honteux, dont ils endossent la responsabilité.
- 5 Dans cette contribution, je ne mettrai guère l'accent sur les mécanismes historiques et politiques ayant conduit à la forte stratification sociale et raciale des villes sud-africaines [Western, 1981 ; Houssay-Holzschuch, 1998]. Néanmoins, une brève digression (Encadré 1) sur les étapes de la gentrification à Woodstock est nécessaire pour comprendre le cadre spatial et politique dans lequel s'ancre cette analyse.

#### Encadré 1 : La gentrification à Woodstock

En 1993, Garside [1993] est la première à nommer le phénomène de gentrification à Woodstock, quartier situé à proximité du centre-ville du Cap, principal bassin d'emplois. À la fin des années 1980, les Métis issus de la classe moyenne anticipent l'abolition du Group Areas Act<sup>6</sup> et quittent la plaine sablonneuse des Cape Flats pour rejoindre le quartier. La désindustrialisation, qui s'amorce à partir des années 1990 et se manifeste par la fermeture de nombreuses usines textiles, conduit à l'abandon de vastes espaces. Progressivement délabrées et vacantes, ces dents creuses sont réhabilitées pour accueillir des activités tertiaires. L'attrait du quartier pour les jeunes de classe moyenne conduit à une transformation progressive des formes d'habitats résidentiels. Au milieu des années 1990, les propriétaires locaux prennent conscience du remplacement de la classe travailleuse par des locataires de classes moyennes et rénovent leurs logements afin d'augmenter la valeur des loyers [Garside, 1993 ; Visser and Kotze, 2008]. Les maisons victoriennes sont restaurées, emmurées et leurs façades sont rafraîchies. L'abolition du Group Areas Act, en 1991, et la fin de l'apartheid provoquent un afflux d'immigrés africains, exacerbant la concurrence pour l'accès au logement. En raison de la hausse de la valeur de leurs logements, de nombreux propriétaires les cèdent à des compagnies immobilières ou à de nouveaux arrivants, contraignant leurs locataires au départ. En 2004, les pouvoirs publics votent pour la délégation des services publics (nettoyage, sécurité) à des compagnies privées, accompagnant ainsi la dynamique de gentrification [Dubresson et Jaglin, 2008]. Dans certains cas, l'État coordonne en amont les expulsions produites par ce phénomène, à travers la vente de terrains et bâtiments publics à des compagnies privées ou en aval à travers les interventions des forces de police pour déloger les familles sous le coup d'une expulsion. Les *Temporary Resettlement Areas* (TRA's), construits en 2007 par les pouvoirs publics à la périphérie de la ville pour loger les victimes d'incendies ou

catastrophes naturelles, endossent désormais un rôle central dans la politique urbaine de la ville [Levenson, 2017]. Ils sont devenus l'unique alternative de logement formulée par les pouvoirs publics pour faire face aux expulsions et sont vivement critiqués à la fois dans le milieu académique [Teppo, Millstein, 2015 ; Levenson, 2017] et parmi les réseaux militants pour la justice spatiale. Face à la multiplication des cas d'expulsions et à la relégation des classes populaires à la périphérie de la ville, la campagne RTC est lancée sous l'impulsion de Ndifuna Ukwazi (NU), ONG locale composée de jeunes militants professionnels. Le 13 novembre 2016, ces derniers s'infiltrèrent dans l'ancien hôpital de Woodstock vacant et occupent les lieux. Ce coup d'éclat se transforme en projet d'occupation pérenne. La campagne lancée par NU conduit à la formation d'un mouvement social du même nom, lequel est institutionnalisé lors de son premier congrès – organisé en juillet 2017 – pendant lequel sont élus les leaders bénévoles du groupe. La structure est formellement indépendante de l'ONG même si cette dernière lui pourvoit d'importantes ressources économiques et logistiques ainsi que des compétences organisationnelles. En septembre 2018, plus de 500 personnes vivent dans cet ancien hôpital régulé par le mouvement social.

- 6 En Afrique du Sud, les géographes et les sociologues ont principalement porté leur attention sur les facteurs de la gentrification et sur ses effets principaux [Miraftab, 2007 ; Visser and Kotze, 2008 ; Kotze, 2013], les déplacements de populations [Ah Goo, 2018], et ont négligé les solutions apportées par les habitants ou les organisations de voisinage pour y faire face. Si les politiques publiques de relogement mises en place par les pouvoirs publics ont été étudiées [Levenson, 2017], très peu a été dit sur ceux qui restent, objet de la présente étude.
- 7 L'occupation d'un ancien hôpital public par le mouvement social RTC vient combler le désengagement des pouvoirs municipaux, réticents à adopter des mesures (construction de logements sociaux, encadrement des loyers) garantissant aux habitants de se maintenir dans leur quartier. Les représentants de l'organisation prennent alors en charge la mission de relogement des habitants et poursuivent la mobilisation pour obtenir des pouvoirs publics la construction de logements sociaux dans le quartier.
- 8 L'occupation<sup>7</sup> est donc le résultat d'une rencontre entre personnes en quête de logement et activistes luttant contre les politiques de logement de la municipalité. Cet espace, au sein duquel emménagent plus de 500 habitants expulsés, et les activités militantes qui s'y déploient bouleversent les pratiques et le regard que ces derniers portent sur les mutations au sein du quartier. Abordant les enjeux soulevés par cette rencontre entre militants et habitants dans l'occupation, je tenterai de répondre aux questions suivantes. En quoi l'occupation constitue un lieu de résilience au centre d'un quartier gentrifié ? Quelles sont les stratégies déployées par les habitants pour y vivre le plus sereinement possible, préservant leur routine spatiale et répondant aux injonctions du mouvement ? Dans quelle mesure leur participation au mouvement social Reclaim The City contribue à une reconstruction individuelle et collective ?
- 9 Afin de répondre à ces questions, j'opte pour une approche interactionniste des rapports sociaux ancrés dans le quotidien de l'occupation. L'interactionnisme symbolique permet de mettre en évidence la façon dont les individus agissent face aux processus d'exclusion sociale, ici la gentrification. Il s'agit alors de mettre au jour « ce

que les gens font et vivent au cours de leurs contacts quotidiens » [Anderson et Snow, 2001], tout en rappelant que leurs actions et interactions sont modulées par leur subordination [Goffman, 1982].

- 10 Les résultats se basent sur une enquête ethnographique de quatre mois menée auprès des habitants de l'occupation et principalement constituée d'observations de réunions ou d'instantanés quotidiens et d'entretiens. Par l'entremise de Mike, membre de l'ONG Ndifuna Ukwazi, j'assiste à l'Heritage Walk Day, excellente occasion pour découvrir le quartier de Woodstock aux côtés de ses résidents. Mon immersion dans l'occupation et ma participation aux actions de protestations m'ont permis de me faire une place au sein du groupe. Je préférerais me maintenir à distance lors des réunions dans le but de produire le moins d'interférences possibles sur le cours de la réunion. En dehors des activités du mouvement social, mes journées consistaient à fréquenter les enquêtés au sein de l'occupation et à l'extérieur, réduisant ainsi la distance observée en réunion. Lors des entretiens, ceux avec lesquels j'ai passé le plus de temps, et qui pour la plupart participaient au mouvement, se sont davantage livrés que ceux à la participation plus sporadique et que je connaissais moins. Ces derniers portaient un regard suspicieux sur l'entretien, assimilé à un interrogatoire et me pensaient mandatée par les militants d'autres organisations (NU par exemple) pour contrôler leurs activités. D'emblée, j'ai donc veillé à souligner que mon enquête était indépendante d'une quelconque institution militante.
- 11 À travers une analyse microscopique [Sawicki, 2000] et située de l'occupation, j'appréhende la façon dont les habitants renégocient leur identité au sein de ce nouvel espace militant et comment, dans leur quotidien et à travers des pratiques individuelles et collectives, ils font face aux affronts véhiculés par les pouvoirs publics et les classes moyennes. Dans une logique dialectique, et pour ne pas idéaliser l'occupation comme vecteur de solidarité et d'émancipation, j'observerai que la régulation de l'occupation n'est pas sans accrochages et désagréments. Pour certains résidents, cet espace constitue une forme d'enfermement supplémentaire dans l'espace urbain.

## I) L'ancien hôpital de Woodstock comme lieu de refuge pour les habitants de Woodstock

### A) Un lieu de préservation des routines spatiales

- 12 L'enrôlement au sein de l'occupation donne la possibilité aux habitants de Woodstock expulsés de leur logement de rester à proximité de leur lieu de travail et des services publics. Ouvriers pour la plupart des actifs, ils peuvent continuer à exercer leur métier dans l'industrie portuaire et dans les quelques usines textiles qui ont résisté à la crise industrielle amorcée au début des années 1990. La plupart d'entre eux travaillent à mi-temps et complètent leur activité salariale par un ou des petits métiers informels. Pour ceux en recherche d'emploi, il est indispensable de se maintenir à proximité du centre-ville qui constitue le principal bassin d'emploi de la région.
- 13 Aussi, ils peuvent poursuivre leurs activités religieuses, certains étant particulièrement engagés dans la paroisse protestante locale ou dans la mosquée de Woodstock.
- 14 Leur place au sein de l'occupation préserve donc leur routine spatiale [Auyero, 2005], ils peuvent continuer à bénéficier de certaines aménités du quartier (aménagements

publics, lieux de convivialité et espaces marchands informels notamment), même si celles-ci se sont fortement réduites ces dernières années. La plupart d'entre eux tente donc de « maintenir leur équilibre ancien dans les conditions nouvelles » [Halbwachs, 1997]. Rosa<sup>8</sup>, mère de trois enfants, occupante et employée de commerce de 47 ans, fait part des mutations qui modifient le quotidien de ses pratiques économiques:

*Tu sais, à cette période, il y avait beaucoup plus de vendeurs de rue, tu comprends ? Et c'est plus le cas maintenant. On avait plus de gens qui vendaient des fruits frais et des légumes dans la rue. Et donc, avant, les gens pouvaient plus se permettre de faire leurs courses ici, même dans les magasins. Maintenant, la plupart des gens qui sont ici ne peuvent pas aller dans les coffee-shop, tu vois ce que je veux dire ?<sup>9</sup>*

- 15 Comme Rosa, la plupart des enquêtés adaptent leurs habitudes de consommation. Alors qu'ils achetaient leurs produits de première nécessité auprès de vendeurs informels, ils se rendent désormais pour la plupart au Shoprite, le supermarché le plus économique du quartier. Ils profitent parfois d'une visite auprès de leur famille dans les Cape Flats, pour la plupart à Mitchell's Plain, pour faire quelques courses, les prix y étant moins élevés.
- 16 L'emménagement dans l'occupation préserve les réseaux sociaux des habitants même si le nombre de lieux de sociabilité populaire s'est réduit. Les enquêtés regrettent la fin des multiples activités de rue, tels que les fêtes ou les discussions improvisées à la nuit tombée. La rue, dans laquelle s'organisait majoritairement les rencontres, s'est progressivement transformée en simple lieu de passage. Les débits de boisson ont fermé les uns après les autres au profit de cafés et bars branchés. Seuls deux bars situés à Victoria's Road continuent de servir des bières bons marchés aux nombreux Métis attablés ou au bar.
- 17 Pour combler la relative absence de bars tout en diversifiant la clientèle, composée principalement d'hommes, un bar informel a ouvert dans l'enceinte de l'occupation. Ce bar improvisé se situe dans la chambre d'une occupante, les clients assis sur le sofa y conversent, tandis que les enfants regardent la télé. À l'image de cet espace où se retrouvent les occupants pour converser, une vie locale s'est progressivement reconstituée à l'intérieur de l'occupation. Les habitants peuvent, après avoir sollicité les animateurs de RTC, disposer d'un local où célébrer des fêtes, mariages, anniversaires, *baby shower* ou funérailles. L'occupation constitue alors une ressource sociale majeure (voir Photo 1), elle donne l'opportunité de tisser des liens et de célébrer les rites qui jalonnent la vie individuelle.



Photo 1. Braai organisé dans la cour de l'occupation. Le 24 septembre 2018.



Photographie de l'autrice.

- 18 Aussi, elle permet de renouveler des dynamiques de solidarité, fortement enrayées avec l'arrivée des nouveaux voisins. En effet, les transactions sociales et services entre voisins pour faire face aux vicissitudes du quotidien se sont amenuisées avec l'arrivée à Woodstock d'une classe moyenne matériellement plus aisée. Comme l'ensemble des enquêtés m'en ont fait part, les interactions sont altérées par l'arrivée de jeunes diplômés, blancs et issus de la classe moyenne qui modifient les normes sociales et introduisent des attitudes jugées comme hostiles par les résidents : les regards, perceptions et ressentis envers les habitants changent. Les contacts sont modifiés : la méfiance et l'évitement de l'autre s'accroissent. Le quartier perd « la capacité de protection » [Sampson, 1997] qu'il apportait aux habitants. Après que Rick a fait part des pratiques de solidarité à Woodstock, il exprime la sensation d'une dissolution du « sens de la communauté » et de l'exacerbation des pratiques égoïstes et parfois racistes avec l'arrivée d'une nouvelle classe sociale :

*Tu sais, ça c'était la beauté du sens de la communauté et de l'esprit qu'on avait tous ensemble. Ensuite, les choses ont commencé à changer avec l'arrivée des promoteurs immobiliers. Tu sais, les gens ont commencé à emménager dans la maison d'autres gens pour essayer de rester... Le sens de la communauté n'est plus là aujourd'hui. On avait l'habitude de saluer nos voisins avant. Maintenant, l'acheteur, qui vient même de l'étranger, ou bien qui vient d'un quartier riche, il vit dans ton voisinage et maintenant quand tu salues, personne ne te répond, parce que tu as une couleur de peau différente... On a plus de sens de : « comment je peux t'aider », tu vois, maintenant c'est plus « ok, je fais ça moi-même ». Tu vois, ce sens de la communauté n'existe plus.<sup>10</sup>*

- 19 Le développement d'espaces de sociabilité dans l'occupation est d'autant plus important qu'il vient combler le manque de lieux de sociabilité à Woodstock et compenser une période d'expulsion éprouvante [Desmond, 2019] et qui a souvent fragilisé leurs réseaux sociaux et familiaux. Une salle de jeux destinée aux nombreux

enfants<sup>11</sup> que compte l'occupation a également été ouverte. Des activités de foot en plein air pour les garçons ou de danse pour les filles sont organisées une fois par semaine.

## B) Reconstruire ses sphères de vie individuelles

- 20 L'occupation constitue pour les habitants expulsés un lieu d'hospitalité durable et de récupération. Les habitants disposent enfin d'un logement plus ou moins stable et ce après une lourde période d'instabilité.
- 21 Ils peuvent de nouveau se consacrer à des sphères de vie délaissées ou mises à mal par les expulsions successives. En effet, l'expulsion ne menace pas seulement la stabilité spatiale du foyer, elle menace aussi l'intégralité des sphères de vie de ses occupants. Pour les classes populaires, l'habitat constitue le nœud à partir duquel se tissent les autres sphères de vie, autrement dit, il préside l'ensemble des comportements et activités du social. Le travail, par exemple, lié au logement, puisque celui-ci permet de se reposer et de récupérer des forces, est bouleversé par l'expulsion. Les habitants disent leurs difficultés à poursuivre leur activité avec la crainte constante d'être délogés. L'expulsion consume le temps, l'argent et l'énergie des habitants [Desmond, 2019] qui sont contraints de trouver une alternative rapide.
- 22 Le stress qu'ils ressentent, quasi permanent, atteint la sphère du travail mais peut aussi peser sur la sphère du couple, des amis, sur la famille élargie ou les loisirs. La perte de la maison s'ajoute aux problèmes quotidiens, de « tuiles » [Hoggart, 1981] qu'elle exacerbe du même coup. Les expulsions, et leur lot de procédures juridiques et institutionnelles, rendent les problèmes quotidiens plus saillants, ils apparaissent comme insurmontables comme l'évoque Leïla, femme au foyer de 33 ans de Woodstock, habitante et commerçante dans le secteur informel au sein de l'occupation :
- Ma fille a eu une méningite. J'ai passé trois semaines à l'hôpital. Dans le même temps, je sentais que quelque chose n'allait pas à la maison. Quand je suis revenue chez moi, j'ai vu une lettre, je l'ai ouverte et j'ai su que j'étais expulsée. Je revenais juste de l'hôpital et j'étais déjà stressée. [...] Ensuite, j'ai parlé à l'avocat, il semblait qu'il était effrayé par le propriétaire. Ma fille est retombée malade et j'ai commencé à sentir que j'étais en train d'abandonner. J'avais envie d'abandonner, tout s'écroulait autour de moi, mais je me suis dit que je devais être forte.<sup>12</sup>*
- 23 Le déménagement dans l'occupation constitue donc une opportunité pour reconstruire un quotidien plus apaisé puisque libéré de la contrainte locative. Cette relative stabilité résidentielle, au sein de l'occupation, permet aux habitants de consolider des sphères de vie affaiblies par les épisodes d'évictions successives, en particulier les sphères familiales et le travail. La trajectoire résidentielle de Marta est jalonnée par des expulsions successives, de ses 14 à ses 30 ans. A 14 ans, sa famille est expulsée de son logement à Salt River. En difficulté scolaire, elle quitte l'école et devient ouvrière dans le textile à l'âge de 16 ans. Passée par plusieurs périodes de chômage, elle obtient ensuite un poste de caissière chez Zara à l'âge de 25 ans, puis, victime de violences conjugales, elle perd son emploi et ne parvient plus à payer son loyer. Lorsque son mari est incarcéré pour vente de stupéfiants, elle se sépare et se retrouve peu de temps après à la rue avec ses deux enfants. Quelques mois plus tard, elle rencontre Tarik, plombier, qui leur pourvoit une chambre dans un logement partagé. Expulsés en 2016, elle décide de s'adresser à RTC sur le conseil d'un voisin. Pour Marta, à l'image de nombreuses mères dans l'occupation, améliorer ses conditions de logement et conserver un lieu



stable dans lequel élever ses enfants deviennent les priorités. Comme dans d'autres espaces populaires [Skeggs, 2015 ; Jensen, 2009], pour atténuer le stigmatisme et la disqualification qu'elles subissent au quotidien et obtenir le respect de leur entourage, les femmes se conforment à un rôle valorisé au sein de leur milieu social, celui de « bonne mère » et de cheffe de famille.

24 À l'instar de nombreuses femmes dans l'occupation, Marta entremêle les sphères domestique et économique. Elle vend des biscuits salés à l'intérieur de l'occupation, son commerce est balbutiant et la concurrence est rude. Comme l'observe Mischi à propos de la garde d'enfants par les femmes de cheminots en France, les activités économiques domestiques permettent de « mutualiser des ressources, en regroupant sphère professionnelle, résidentielle et familiale » [Mischi, 2016]. Comme elle, plusieurs femmes au sein de l'occupation exercent informellement les métiers de gardes d'enfants ou employés de commerce, concentrant ainsi l'ensemble de leurs principales sphères de vie dans un même lieu.

25 L'occupation permanente met un terme à des périodes d'errance. Les habitants n'ont plus à élaborer des stratégies quotidiennes de « présentation de soi » pour dissimuler le stigmatisme de sans-abris. Rick, ancien chauffeur de taxi, est expulsé de son logement de Salt River en 2009 et ne dispose pas de ressources suffisantes pour louer une chambre dans le quartier :

*J'ai dû stocker mes vêtements à Salt River chez le voisin, celui chez qui m'avait hébergé quand j'étais à Salt River. J'ai juste laissé mes vêtements chez lui. Le prix de l'eau a augmenté à cause de la crise de l'eau qu'il y a eu ici, donc je pouvais plus laver mes vêtements chez lui. J'ai dû les payer pour pouvoir laver et stocker mes vêtements. Quand je devais me changer, j'allais à l'aéroport pour me laver et rester présentable. Les gens ne pouvaient pas croire que pendant tous ces mois j'étais à la rue, parce que je gardais ma présentation et j'essayais au moins d'avoir le sourire, mais personne ne savait ce qu'il se passait à l'intérieur de moi, c'était très dur tu sais.<sup>13</sup>*

26 L'occupation permet ainsi à Rick de ne pas dépendre de son réseau d'amis et connaissances et de disposer de l'ensemble de son matériel et de ses effets personnels sur place. Comme lui, les personnes ayant traversé une période d'errance, sont également en mesure de chercher un emploi dans de meilleures conditions.

27 De plus, ils disposent d'un espace à eux, qu'ils agencent, contrôlent et décoorent à leur image. Contrairement aux logements d'urgence temporaires, ils peuvent s'approprier les lieux et pour certains d'entre eux, tenter de dissimuler le mobilier hospitalier encore présent (voir photo 2).

Photo 2. Salle d'opération médicale transformée en buanderie collective.



Photographie prise par Barry Christianson (autorisation donnée par l'auteur). Le 8 novembre 2018.

- 28 Enfin, l'occupation permet de se reconstruire après une période de conflits avec les propriétaires de logements. Certaines initiatives, mises en place par l'organisation RTC, permettent aux locataires sur le point d'être expulsés d'exposer leur litige et de prendre connaissance de leurs droits.

## II) Un lieu de réparation individuelle et collective

### A) L'occupation comme espace d'apprentissage et d'affirmation de soi

- 29 L'occupation constitue un espace d'apprentissage des droits des locataires. Chaque mardi, RTC organise des réunions publiques en présence d'avocats dévoués à la cause du droit au logement et d'animateurs du mouvement.
- 30 L'Advice Assembly est la réunion qui attire le plus de personnes extérieures à l'occupation (voir photo 3). Les personnes menacées du quartier de Woodstock s'y rendent pour prendre connaissance des conditions d'expulsions et s'informer sur leurs droits.

Photo 3. Réunion de l'Advice Assembly. Le 16 octobre 2018.



Photographie de l'autrice.

- 31 Le plus souvent sont présents à l'Advice Assembly des habitants désespérés sous la menace d'une procédure d'expulsion. La plupart d'entre eux habitent Woodstock ou Salt River. Certains sont encore en tenue de travail. Les organisateurs donnent la parole. Plusieurs habitants de l'occupation sont présents à chaque réunion. Identifiés par les membres de RTC, ils sont chargés de prodiguer des conseils aux habitants menacés d'expulsion. Ils se lèvent et expliquent les droits et devoirs juridiques qui incombent aux propriétaires et aux locataires concernant le paiement des loyers, le délai et les conditions d'éviction. Les personnes sur le point d'être expulsées prennent la parole et décrivent la situation d'urgence dans laquelle elles se trouvent. Tous les témoignages attestent de leur sentiment de dépossession<sup>14</sup>, ils décrivent leur impuissance et leur soumission à des propriétaires omnipotents. Insultes, menaces, intimidations, expulsions illégales, chantage, destruction de matériel, la liste des méfaits commis par des propriétaires sans scrupules est longue. Les habitants de l'occupation leur pourvoient alors conseils et assistance dans leur démarche, les sortant ainsi de l'isolement de l'expulsion vécue comme une humiliation.
- 32 Cette réunion qui met en relation les habitants de Woodstock et le mouvement social constitue une passerelle entre le quartier et l'organisation RTC, grâce à laquelle les habitants peuvent se familiariser à la contestation sociale et au groupe. L'Advice Assembly est conçue par les animateurs comme un lieu d'*empowerment*<sup>15</sup> juridique des locataires de Woodstock, entrés dans un litige avec leurs propriétaires. Toutefois, même si une cinquantaine d'habitants du quartier (occupants compris) participent à ces réunions hebdomadaires, ils ne sont pas tous prêts à s'engager durablement. Un nombre réduit d'habitants transforme sa participation en véritable politisation, entendue comme un mouvement à travers lequel les individus élargissent le spectre de

leurs préoccupations et les formulent collectivement [Eliasoph, 2010]. Néanmoins, malgré une participation limitée aux activités du mouvement, ils prennent conscience du caractère structurel des évictions et sortent d'une logique de responsabilisation individuelle, aussi bien véhiculée par les propriétaires que par les pouvoirs publics. L'assurance qu'ils acquièrent en prenant la parole et en partageant des problèmes vécus comme collectifs, et non pas comme individuels et honteux, leur redonnent confiance en eux. L'occupation joue donc un rôle majeur dans la revalorisation de soi, celle-ci étant indissociable d'une revalorisation du rôle du collectif [Nez, 2017]. Pour une partie des habitants engagés dans la lutte sociale auprès de l'organisation RTC, l'engagement militant et l'aide apportée aux autres résidents lors de ces réunions réhaussent la perception de leur utilité sociale. De nombreux enquêtés, à l'image de Rick, dont j'ai plus haut brièvement retracé la trajectoire, témoignent du rôle quasi salvateur de leur engagement :

*Rick : Hum.. Je suis plus fort. J'étais au plus bas, dans ma vie. Émotionnellement, spirituellement, mentalement... Je voulais juste mourir. Vraiment.*

*Margaux : Pourquoi tu voulais mourir ?*

*Rick : Je voulais mourir parce que c'était devenu un tel fardeau de ne pas être capable de pouvoir subvenir à mes propres besoins, de ne pas pouvoir subvenir d'abord à ceux de son enfant. Tu sais, ces mécanismes politiques et économiques ont tellement changé ces dix dernières années. Ils vous humilient. C'est la vie qui vous mâche et qui vous recrache. C'est une chose terrible. Et puis je suis arrivé à un stade où je me suis dit « Tu sais quoi, je perds mon temps à m'apitoyer sur moi-même et sur ma situation. Il faut que je trouve des solutions. Et les solutions que j'ai trouvées, c'est de commencer à parler à plus de gens et d'apprendre avec ce mouvement. Tu sais, ton esprit se construit. [...] Et je crois qu'il y a du pouvoir dans les gens. Tout le monde mérite une maison, quelle que soit son origine. [...] Et être capable d'aider quelqu'un, pour moi, c'est très important. Ça donne à nouveau le sentiment d'avoir un but. Ce qui est très important. J'utilise ça comme une force motrice, essentiellement. J'y trouve ma force. Ça me donne beaucoup de force.<sup>16</sup>*

- 33 L'engagement militant au sein de l'occupation est donc source de multiples rétributions symboliques [Gaxie, 2005] tels que la reconnaissance, l'apprentissage, l'acquisition de nouvelles compétences et l'extension du réseau social. Ces rétributions sont d'autant plus importantes pour des individus au faible niveau d'éducation, peu socialisés politiquement. Les initiatives de politisation déployées par RTC comblent alors le niveau d'instruction limité des enquêtés, qui jusque-là donnait lieu à des formes d'autocensure de l'expression politique [Gaxie, 1987], et à une incapacité à apporter sa vision du monde. Comme cela a été examiné dans les entretiens, et comme Nicourd et Duclos l'observent dans une enquête auprès des militants du Droit Au Logement, l'engagement constitue une « raison de vivre » [Havard Duclos et Nicourd, 2005] et permet de se rendre utile aux autres victimes d'expulsions. La participation au mouvement social est donc un moyen puissant de remédier à l'exclusion matérielle et symbolique en développant une image positive de soi et du collectif.

## B) Occuper pour réparer une injustice collective

- 34 L'entre-soi de personnes, métisses toutes victimes d'expulsions dans un même espace, réactive des logiques identitaires sous-jacentes à la question de la distribution spatiale, selon des critères raciaux au Cap. Le sentiment de puissance collective, suscité par le mouvement social, réveille le sentiment d'appartenance à la communauté métisse, considérée comme délaissée par les pouvoirs publics depuis l'avènement de la démocratie. De nombreux Métis estiment que leur situation sociale et économique n'a

pas évolué depuis la fin de l'apartheid, voire qu'elle a empiré [Adhikari, 2005]. L'expulsion constitue alors la concrétisation de leur exclusion sociale et résonne avec l'expérience traumatisante de District Six, socle de l'identité métisse [Houssay-Holzschuch, 1998]. En effet, les expulsions à Woodstock ravivent le souvenir douloureux des déguerpissements organisés par les pouvoirs municipaux entre 1968 et 1970 dans le quartier décrété « zone blanche » de District Six, localisé entre le CBD et Woodstock. Plus de 60 000 personnes, majoritairement métisses, sont expulsées et repoussées dans les townships réservés aux Métis de la plaine des Cape Flats [Western, 1981]. Les habitants établissent des parallèles entre cette expulsion collective autoritaire et la gentrification, observant la reproduction d'une logique d'expulsion des Métis à la périphérie.

- 35 La trajectoire résidentielle de Nana, 70 ans, ancienne ouvrière retraitée<sup>17</sup> de l'industrie textile, est un archétype de celle de nombreux Métis de sa génération issus des classes populaires et installés à Woodstock au cours des années 1960 et 1970. Expulsée avec sa famille de District Six en 1964, elle emménage à Woodstock dans un petit appartement en location à Gimpy Street. En 2009, après plus de trente années de location, elle et les membres de sa famille sont brutalement expulsés. En 2016, 40 ans après sa première inscription sur liste d'attente pour l'octroi d'un logement social, alors qu'elle enchaîne les solutions précaires d'habitat, l'administration publique lui attribue un appartement à Maitland, à 15 minutes de Woodstock en transport public. Auparavant engagée auprès du comité de restitution des terres de District Six<sup>18</sup>, elle participe parfois aux réunions de RTC, en soutien à ses deux filles et à ses nombreux petits-enfants qui habitent l'occupation. Lors d'une rencontre chez sa fille, elle s'exprime sur le traitement réservé aux Métis depuis l'apartheid :

*J'ai eu de la chance car j'avais un endroit où aller. Mais que s'est-il passé avec les autres ? La plupart des gens sont allés à Mitchell's Plain, Mennenberg. La plupart des gens sont allés dans des endroits qu'ils ne connaissaient même pas. Il n'y avait rien, pas de lumière, c'était la brousse. C'était l'hiver à cette époque. La plupart de nos gens ont été jetés, ils vous jetaient juste là, à Mennenberg, Phillippee. Comme des chiens, « vous pouvez rester là ». On était comme des chiens, ils vous prenaient et vous jetaient là, « regarde ce qui va se passer ». [...] Woodstock était comme District six, c'est très similaire. Mais maintenant, la plupart des Métis couleur ne restent plus ici. Si vous remontez la rue Gimpy, si vous voyez les maisons colorées, c'est surtout des étrangers maintenant. Et où sont nos gens ? Ils les ont jetés à Blikkiesdorp. Tu vois maintenant ?<sup>19</sup>*

- 36 De nombreux enquêtés ont passé une partie de leur enfance à District Six ou ont des membres de leurs familles qui y ont vécu. Pour eux, se maintenir dans le quartier de Woodstock constitue une forme de résistance à un phénomène qui résonne avec celui de 1964. En occupant l'espace vide de l'occupation et grâce aux libertés garanties par la Constitution, ils disposent désormais des ressources nécessaires pour s'organiser et revendiquer leur droit à rester dans le quartier. L'occupation, par sa valeur militante, constitue alors une forme de revanche pour ses habitants dont l'histoire familiale est ponctuée d'évictions et de dépossessions successives.
- 37 Betty est âgée de 30 ans. Expulsée de plusieurs logements à Woodstock, elle refuse de déménager à Wolverivier avec les membres de sa famille qui ont accepté cette proposition de relogement en 2012. Son neveu y est assassiné au cours d'une rixe en 2015. Cet événement renforce sa répugnance pour les camps de relogement et consolide son souhait de rester à proximité de Woodstock. En 2017, sans emploi, enceinte et sur le point d'être expulsée, elle ne trouve pas de solution de logement



économique et s'adresse alors à RTC. Elle intègre l'occupation, où elle vend du maquillage. Par sa présence dans l'occupation, elle réclame des droits injustement retirés :

*En fait, nous ne faisons que reprendre ce qui nous a été volé par le gouvernement. Le gouvernement d'apartheid. Ils ont pris toutes nos familles qui vivaient dans la région comme ça, ils les ont installés dans la brousse. Donc nos grands-parents sont morts. Ils n'ont jamais eu ce qu'ils méritaient. Alors nous, les enfants, nous venons et nous disons : « Je prends ce que vous avez pris à mes grands-parents. Ils sont morts, mais je suis là ». Donc comme beaucoup d'entre nous ici, moi, je ne fais que reprendre ce qui a été pris légitimement. C'est pour ça que je suis là.<sup>20</sup>*

- 38 Le sentiment de répétition d'une injustice spatiale et sociale nourrit le désir de vengeance individuelle. Celui-ci est canalisé et instrumentalisé par le mouvement social afin de le convertir en carburant collectif, stimuler la cohésion au sein du groupe et consolider leurs revendications. Lors de la marche du souvenir par exemple, Katy, leader de RTC et mère célibataire d'un enfant de 9 ans, intervient après un témoignage émouvant et transforme la douleur en griefs politiques. Elle accuse les pouvoirs publics de participer à l'expulsion à la périphérie des catégories pauvres, poursuivant ainsi le dessein politique et urbain des dignitaires de l'apartheid :

*Nous sommes ici pour dire que nous existons ! La gentrification est juste un mot moderne pour dire Group Areas Act. Le Group Areas Act existe toujours et nous devons arrêter cela maintenant. Comment la ville et le gouvernement peuvent-ils vendre des terrains publics à des promoteurs privés ? Les terres publiques doivent rester publiques. J'ai vécu dans deux maisons de cette rue, je suis expulsée pour la troisième fois et j'estime que c'est mon droit et que c'est NOTRE droit de vivre à Woodstock.<sup>21</sup>*

- 39 Comme Joshua l'observe dans le cas de militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire [Joshua, 2013] dont les parents juifs furent déportés, l'engagement militant constitue un moyen de sortir de l'exclusion et donne l'opportunité de convertir la colère en puissance d'agir, transformant un désir de vengeance individuel en revanche collective. Tous les habitants de Woodstock ne décident pas de transformer un éventuel désir de vengeance en action publique et collective, mais leur simple maintien dans l'occupation, située au centre d'un quartier en voie de gentrification, constitue en soi une revanche et un mode de résistance et de refus de la relégation spatiale.

- 40 Face à la lenteur du processus de restitution des terres, ils décident de se faire réparation eux-mêmes en s'appropriant un vaste espace public. Ils affirment alors leur attachement au quartier et leur droit à y rester, notamment en raison de leur installation précoce. Ainsi, lorsqu'ils font face aux affronts et à la stigmatisation des nouveaux occupants de Woodstock, ils se rangent derrière le collectif pour affirmer une identité collective positive, façonnée notamment par leur « capital d'autochtonie » [Retière, 2003], comme l'exprime Sam :

*Ces gens racontent de fausses histoires sur cet endroit, ils ne connaissent pas Woodstock. Ils sont venus vivre ici il y a peu de temps. Nous sommes nés ici. Ne nous faites pas passer pour des voyous, nous ne sommes pas des voyous.<sup>22</sup>*

- 41 En plus d'offrir des avantages socio-géographiques, l'occupation constitue un lieu de reconstitution des solidarités locales et favorise l'apprentissage de compétences et connaissances portant sur le droit au logement. Ces rétributions symboliques participent à une revalorisation du groupe et des individus, affectés par la privation et le sentiment de dépossession générés par les expulsions. Enfin, l'occupation réactive les



modes d'appartenance identitaire et éveille les souvenirs des expulsions passées, mettant en parallèle les expulsions sous l'apartheid et celles sous la démocratie.

### III) Un contrôle social et des contraintes exercées sur les occupants

#### A) Conditions d'enrôlement dans l'occupation

- 42 Si j'ai observé la recomposition d'une solidarité locale à l'intérieur de l'occupation, il convient aussi d'examiner les dynamiques de contrôle social qui peuvent être contraignantes pour une partie des habitants. Il s'agit d'abord d'analyser les mécanismes de filtrage et d'entrée à l'intérieur du groupe. Précisons d'emblée que l'installation dans l'occupation est tributaire d'une adhésion au mouvement social qui régule le lieu.
- 43 Plutôt que de faire une demande d'adhésion, lors d'une réunion publique telle que l'Advice Assembly, les individus qui souhaitent candidater pour rentrer dans l'occupation doivent s'adresser directement à un cadre<sup>23</sup> du mouvement social. En effet, alors que cette réunion semble être le moment le plus propice pour exprimer son désir d'intégrer l'occupation, ce genre de demandes publiques est toujours réprouvé. L'animatrice ou l'avocat présents précisent alors qu'il n'y a plus de place disponible et que les réunions de l'Advice Assembly ne sont pas destinées à recevoir ce type de requête. Ces demandes sont perçues comme inappropriées et calculatrices et mettent le demandeur dans l'embarras. Une requête publique de logement risque de disqualifier l'individu et de compromettre ses chances d'intégrer l'occupation. Lorsqu'un leader juge que la demande est recevable, il collecte les informations de la personne puis l'appelle plusieurs jours ou mois après pour organiser un entretien qui détermine l'intégration ou non de la personne.
- 44 L'enrôlement dans l'occupation est uniquement possible par le biais d'une adhésion au mouvement RTC. Cet enrôlement est défini selon des critères précis. Le potentiel militant doit être âgé de plus de 16 ans, appartenir à un *Chapter* local, c'est-à-dire provenir du voisinage dans lequel se situe l'occupation et ne pas être affilié à un parti politique ou exercer une charge politique. Il doit également s'acquitter de certaines tâches : participer à un cours d'introduction nommé « Induction Course », payer une cotisation annuelle de 50 rands<sup>24</sup> et signer la Constitution de RTC et le code de conduite. Il est également stipulé que les membres doivent être actifs, rester engagés et participer à l'ensemble des réunions, actions et événements du chapitre.
- 45 Les personnes répondant aux critères exposés ci-dessus et désireuses de rejoindre l'occupation doivent d'abord assister à une réunion du mouvement social, puis faire une demande d'intégration. Ils passent ensuite devant une commission de sélection, constituée par des membres parmi les plus actifs de RTC. Les questions posées portent sur le passé des enquêtés. Les membres de la commission examinent les demandes et prennent en considération plusieurs éléments : les conditions d'expulsions ou d'itinérance, l'emploi, le casier judiciaire et les comportements et attitudes. Les personnes disposant d'un emploi, parents ou femmes enceintes, au casier judiciaire vierge, à la consommation d'alcool modéré et de drogue nulle, multiplient leurs chances de se voir attribuer une chambre. Certains indices de présentation de soi, tels que l'habillement, la ponctualité et le respect des cadres organisant l'entretien

participent également à « la constitution du capital symbolique de chaque agent » [Soulié, 1997], comme Soulié l'observe dans le cas du tri des sans-abris vers les centres d'hébergement parisiens. Ainsi, comme pour l'accès à de nombreux centres d'hébergement, c'est la logique d'un respect strict des normes sociales conventionnelles qui détermine l'intégration ou l'exclusion au groupe. Les personnes sur le point d'être expulsées ou récemment expulsées de leur logement sont par exemple prioritaires par rapport aux sans-abris. Cette priorité donnée aux expulsés reflète et détermine les situations de précarité sociale jugées comme tolérables et intolérables à un moment donné, leur degré de tolérance et d'acceptation se fondant essentiellement sur la perception d'une récupération possible de l'individu. Les sans-abris, en raison de leurs attitudes jugées comme déviantes, sont pensés comme irrécupérables et plus difficilement adaptables à la vie en communauté, contrairement aux expulsés, habitués à la vie en logement et pour la plupart à la cohabitation. Ces normes d'enrôlement sont motivées par trois critères : d'abord les individus « insérés » et employés seraient plus à même de participer au mouvement et de respecter les règles en vigueur dans l'occupation ; ensuite il s'agit d'œuvrer en faveur d'une cohésion de groupe et de la formation d'un voisinage homogène, dans lequel les « gangsters » ou les « junkies », en faible nombre, ne pourraient pas imposer leurs propres normes ; enfin, l'emphase mise sur le respect des normes sociales répond à la volonté d'éviter tout débordement ou comportement violent à l'intérieur de l'occupation, qui pourrait conduire à une intervention policière, menaçant le maintien de l'ensemble des occupants. L'illégalité de l'occupation amène les cadres à opter pour des profils jugés comme calmes et « non problématiques ». Il s'agit de soigner l'image des habitants, aussi bien auprès des pouvoirs publics que des voisins de l'occupation. En effet, ces derniers voient l'occupation d'un mauvais œil, en raison des individus stigmatisés qui la peuplent et de la dévaluation que la proximité de cet espace entraîne sur leur bien immobilier.

- 46 L'enrôlement au sein de l'occupation, quelque peu opaque, se fait surtout par la cooptation selon un critère d'interconnaissance. Connaître un occupant donne un passe-droit permettant de court-circuiter la procédure de sélection, d'autant plus si la personne qui l'attribue jouit d'un statut particulier de *leader* au sein de l'occupation.

## B) Règles de vie contraignantes et micro-hiérarchies interpersonnelles

- 47 Dans l'occupation, les habitants doivent respecter une série de règles liées aussi bien à l'organisation qu'à la régulation de la vie quotidienne. Les règles de l'organisation portent sur le respect des valeurs défendues, le rejet de toute forme de discrimination, et la participation aux actions du mouvement social. Les règles de l'occupation régulent les rapports sociaux à l'intérieur de l'occupation et les droits et devoirs des occupants. Elles déterminent les heures d'entrée et de sortie en semaine et en weekend, les droits de visite selon des plages horaires définies ainsi que l'interdiction d'inviter une personne à dormir sans autorisation préalable d'un *house leader*. Ces règles contraignantes peuvent être très fastidieuses dans la vie quotidienne des occupants, et de surcroît être considérées comme des moyens de contrôle permanents. Janie, âgée de 24 ans, a récemment emménagé dans l'occupation. Mère d'un enfant de trois ans, elle est en recherche d'emploi et peine à se faire une place au sein de ce nouvel espace :

*Les gens d'ici appellent ça une prison. Parce que chaque fois que vous avez des amis ou de la famille qui viennent, vous devez dire à votre House Leader, « écoutez, ma sœur vient ici ». C'est pour ça qu'ils appellent ça une prison, car pourquoi les autres devraient savoir que vous avez des amis ou de la famille ici ? Pourquoi ? C'est votre espace.<sup>25</sup>*

- 48 Cette sensation est sans aucun doute exacerbée par l'architecture de cet ancien hôpital. L'aspect austère des bâtiments en brique, les longs couloirs distribuant des espaces réduits comme des cellules (voir photo 4) ainsi que les grillages qui entourent l'ensemble des édifices (voir photo 5), reflètent l'architecture de contrôle d'une ancienne institution totalitaire [Goffman and Castel, 2013], dont les effets se perpétuent sur les occupants.

Photo 4. Couloir distribuant les chambres de l'occupation.

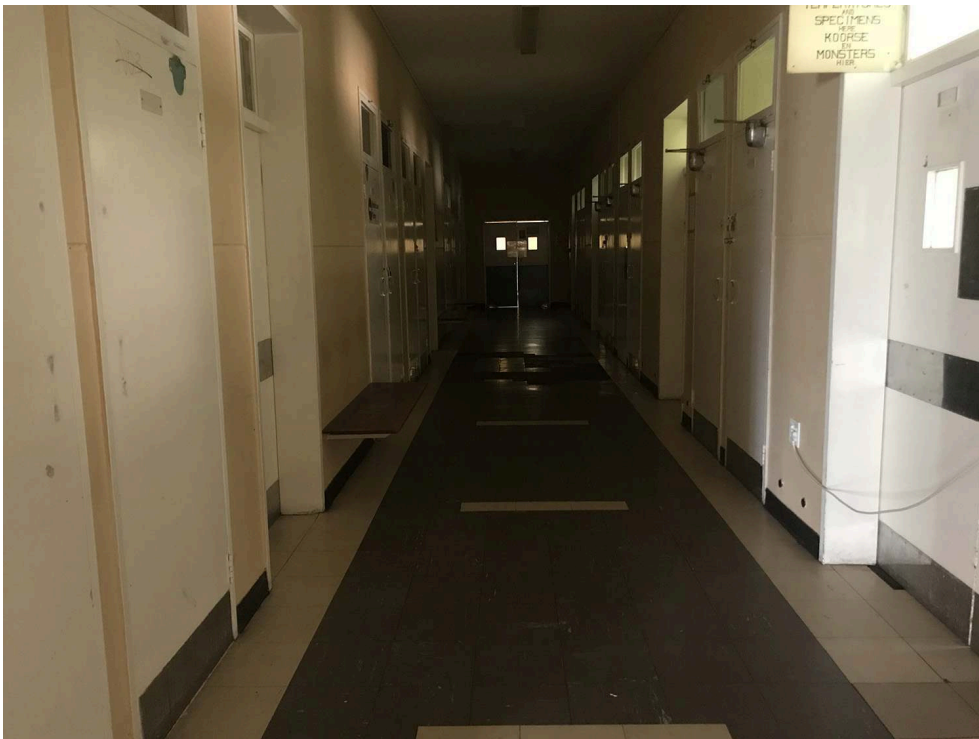
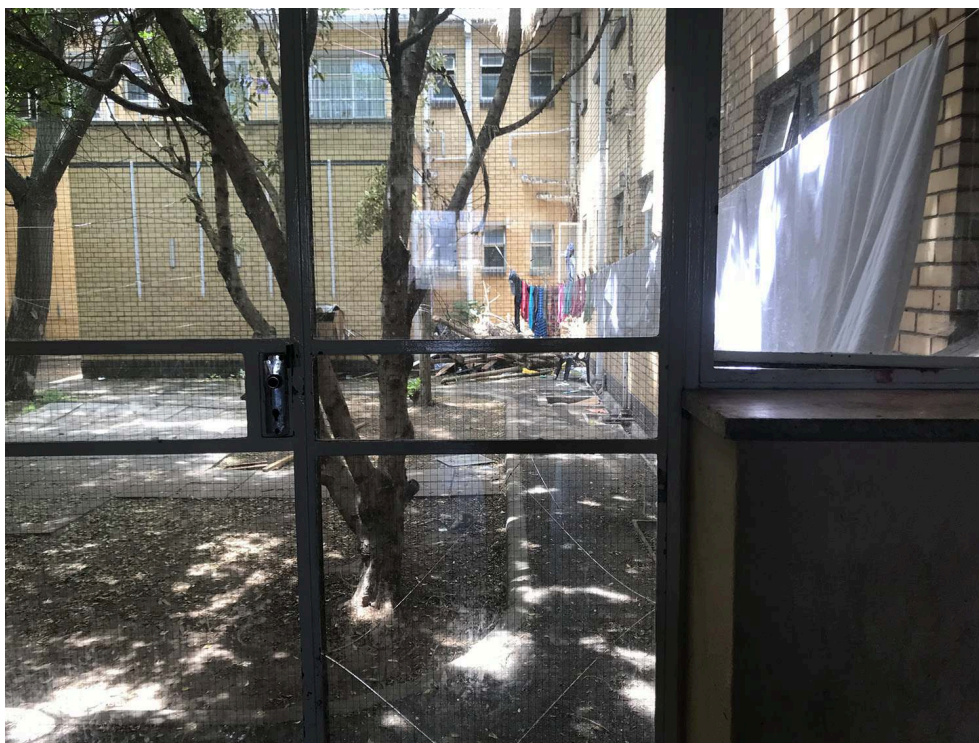


Photo 5. Cour grillagée.



Photographies de l'autrice. Le 18 novembre 2018.

- 49 La présence d'agents de sécurité postés aux entrées du bâtiment alimente également cette impression d'enfermement et de contrôle. Ces derniers, mandatés par la municipalité sont chargés à la fois de contrôler les allers et venues des habitants, au moyen de leur carte de résident, et de répertorier les incursions de personnes extérieures. De nombreux conflits et bagarres ont déjà éclaté entre résidents et agents de sécurité, dont les agissements sont fréquemment dénoncés. En raison de ces vives tensions, leur accès à l'intérieur de l'occupation est totalement prohibé. Ils sont également accusés de colporter à la municipalité des informations portant sur le mouvement social.
- 50 Lors des House Meetings, les règles de vie de l'occupation sont rappelées et certaines attitudes déviantes (consommation de drogue ou d'alcool dans les couloirs notamment) sont rabrouées par les cadres du mouvement. Ces recadrages récurrents servent à faire incorporer aux habitants les normes de bonne conduite à l'intérieur de l'occupation. Parfois virulents, ils véhiculent l'idée selon laquelle les occupants constituent une population à éduquer. Souvent involontaires de la part des animateurs, ces discours reproduisent des mécanismes de domination symbolique que les habitants subissent déjà, dans leur rapport à l'administration publique ou aux classes moyennes. La non-participation des habitants au mouvement est également un motif de déviance qui revient souvent lors des réunions. Au début d'une réunion, Katy s'exprime sur le sujet :

*Je veux juste dire qu'il y a des règles de l'occupation et des règles pour lesquelles vous avez signé et l'une de ces règles est que VOUS devez participer à TOUTES les actions et choses organisées par RTC. Vous vous êtes engagé le jour où vous avez été interviewé pour emménager dans l'occupation, vous étiez d'accord avec ces règles. Et maintenant nous sommes tous ici, seuls quelques-uns d'entre nous ne vivent pas ici mais personne ne vient aux actions et aux choses, juste quelques personnes et ce sont toujours les mêmes. [...] Et je*

*veux juste vous encourager et vous pousser un peu, je ne peux pas croire que ne vouliez rien faire pour le mouvement, allez ! C'est VOTRE mouvement, vous nous dirigez, nous ne vous dirigeons pas.*<sup>26</sup>

- 51 Ces pratiques de rappel à l'ordre, atténuées par un registre empathique et les bonnes intentions peuvent humilier et mettre mal à l'aise les habitants les plus fragiles, qui ne répondent pas aux exigences formulées pour une participation inconditionnelle. De plus, ces remontrances portant sur le manque d'investissement dans l'espace public et les écarts comportementaux dans l'espace privé ne sont guère contrebalancées par la reconnaissance d'un fort investissement de la plupart des individus dans l'espace semi-privé qu'est l'occupation. Le nettoyage collectif, les initiatives de bricolage et les attentions du quotidien sont peu valorisées lors des house meetings et ce sont les problèmes qui occupent une grande partie des réunions.
- 52 S'ils ne respectent pas les règles, les résidents s'exposent à des sanctions. Une commission disciplinaire principalement composée de cadres du mouvement a été désignée pour juger les infractions commises et décider des mesures punitives les plus adéquates aux différentes situations. Les sanctions vont du simple avertissement à l'exclusion définitive de l'occupation.
- 53 Le partage des espaces de l'occupation ou l'attribution des commerces informels, détenus par plusieurs leaders, suscitent des rancœurs et mettent au jour les rapports de pouvoir entre ces derniers et de simples occupants. Les critiques envers les cadres reviennent régulièrement. Ils sont accusés par certains habitants d'occuper les espaces les plus vastes et/ou les plus lumineux. Certains dénoncent le manque de considération de leurs demandes par les leaders. Il est attendu de ces derniers qu'ils jouent un rôle exemplaire et agissent de façon désintéressée. Ils sont parfois moqués par les habitants, pour leurs démarches assurées, leurs discours, leur façon de s'adresser aux habitants ou même leur accent. Même si les rôles de pouvoir sont tournés en dérision, une fois devant les cadres, la déférence et le bon comportement sont de rigueur.
- 54 Pour certains habitants, notamment ceux qui ne participent pas au mouvement social – en raison d'une faible socialisation politique ou d'une opposition à la ligne politique du mouvement<sup>27</sup>, ou d'un manque de temps –, l'occupation, loin d'avoir un effet émancipateur, peut au contraire générer une sensation d'enfermement supplémentaire.
- 55 Enfin, soulignons que malgré l'ensemble des contraintes matérielles et sociales qui s'exercent sur les habitants, ceux-ci parviennent à élaborer des arrangements quotidiens pour concilier vie privée et vie publique au sein de l'occupation et du mouvement social. Ils tentent de préserver des relations pacifiées, aussi bien avec leurs voisins qu'avec les leaders, et participent ponctuellement à certaines réunions. Ceux qui manquent les réunions se font parfois enregistrer sur les listes d'émargement par des voisins, ils font discrètement dormir leur conjoint extérieur à l'occupation, s'arrangent pour passer leur tour de nettoyage. Comme l'observe également Overney [2017] dans un centre d'accueil pour SDF, une série d'astuces et stratégies minimales permettent donc de négocier leur présence avec les cadres, sans avoir à subir les sanctions prévues en cas d'écart.
- 56 L'occupation au sein d'un espace gentrifié, et devenu hostile aux habitants des classes populaires, permet à ces derniers de préserver leurs routines et de renforcer des sphères de vie délaissées, telles que le travail ou la famille. En cela, il est possible d'affirmer qu'il s'agit d'un lieu de résilience, c'est-à-dire un espace dans lequel ils ont



l'opportunité de dépasser le traumatisme de l'expulsion et mieux faire face aux vicissitudes du quotidien. La politisation prônée par l'organisation RTC revalorise à la fois l'estime de soi d'une partie des habitants mais aussi leur identité collective. Les dynamiques d'apprentissage, en tant que leviers d'engagement, sont donc cruciales dans le rapport de force engagé avec la municipalité. L'occupation constitue un moyen de résistance à la gentrification, qu'elle permet à la fois de limiter et de mettre à l'agenda politique. Si le caractère durable de l'occupation a un effet bénéfique pour ses habitants, son acceptation par les pouvoirs publics interroge. L'occupation, régulée par une entité privée (RTC), pourrait en fait s'avérer commode pour les pouvoirs publics qui se délestent ainsi d'une obligation de relogement qui leur incombe. Non seulement les camps de relogement à la périphérie sont saturés, mais, de surcroît, la municipalité refuse, malgré les nombreuses annonces, d'ériger la première pierre d'un logement social à proximité du centre-ville.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ADHIKARI Mohamed, 2005, *Not white enough, not black enough: racial identity in the South African coloured community*. Athens : Cape Town, Double Storey Books and Ohio University Press, Africa series.
- AH GOO Delia, 2018, Gentrification in South Africa: The “Forgotten Voices” of the Displaced in the Inner City of Johannesburg. In Clark Julie, Wise Nicholas (dir.), *Urban Renewal, Community and Participation: Theory, Policy and Practice*. Cham, Springer International Publishing, The Urban Book Series, pp. 89–110.
- ANDERSON Leon, SNOW David A., 2001, L'exclusion sociale et le soi : une perspective d'interactionnisme symbolique\*. *Sociologie et sociétés*, vol. 33 n° 2, pp. 13–27.
- AUYERO Javier, 2005, L'espace des luttes : Topographie des mobilisations collectives. *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 160 n° 5, pp. 122–132.
- BACQUÉ Marie-Hélène, BIEWENER Carole, 2015, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. Paris, La Découverte.
- BAYAT Asef, 1997, Un-civil society: The politics of the “informal people”. *Third World Quarterly*, vol. 18, n° 1, pp. 53–72.
- CLERVAL Anne, 2016, *Paris sans le peuple, La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte.
- DESMOND Matthew, 2019, *Avis d'expulsion: enquête sur l'exploitation de la pauvreté urbaine*, Montreal, Lux.
- ELIASOPH Nina, 2010, *L'évitement du politique : comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.
- GARSDALE Jayne, 1993, Inner City Gentrification in South Africa: The Case of Woodstock, Cape Town. *GeoJournal*, vol. 30, n° 1, pp. 29–35.



- GAXIE Daniel, 2005, Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. *Swiss political science review*, vol. 11, n° 1, pp. 157–188.
- , 1987, Le cens caché. *Réseaux*, vol. 5, n° 22, pp. 29–51.
- GOFFMAN Erving, 1982, *Interaction ritual: essays on face-to-face behavior*. New York, Pantheon Books.
- GOFFMAN Erving, CASTEL Robert, 2013, *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris, Minuit.
- HALBWACHS Maurice, 1997, *La mémoire collective*. Paris, Albin Michel, Bibliothèque de L'évolution de l'humanité.
- HAVARD DUCLOS Bénédicte, NICOURD Sandrine, 2005, *Pourquoi s'engager ? bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Paris, Payot.
- HOGGART Richard, 1981, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris, Minuit, Le sens commun.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH Myriam, 1998, Espace métis, espace détruit, espace exemplaire : District Six, Cape Town. *Géographie et cultures*, L'Harmattan, pp. 55–74.
- JENSEN Steffen, 2009, Gendered connections: politics, brokers and urban transformation in Cape Town. *Critique of anthropology*, vol. 29, n° 1, pp. 47–64.
- JOSHUA Florence, 2013, « Nous vengerons nos pères... » : De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968. *Politix*, vol. 104, n° 4, p. 203–233.
- KOTZE Nico, 2013, A community in trouble? The impact of gentrification on the Bo-Kaap, Cape Town. *Urbani izziv*, vol. 24, n° 2, pp. 124–132.
- LEVENSON Zachary, 2017, Precarious welfare states: Urban struggles over housing delivery in post-apartheid South Africa. *International Sociology*, vol. 32, n° 4, pp. 474–492.
- MIRAFATAB Faranak, 2007, Governing Post-Apartheid Spatiality: Implementing City Improvement Districts in Cape Town. *Antipode*, vol. 39, n° 4, pp. 602–626.
- MISCHI Julian, 2016, *Le bourg et l'atelier: sociologie du combat syndical*. Marseille, Agone, L'ordre des choses.
- NEZ Héloïse, 2017, La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'empowerment dans un squat madrilène. *Politix*, vol. 117, n° 1, pp. 63–89.
- OVERNEY Laetitia, 2017, Prendre (sa) part. Habiter, c'est participer. *Participations*, vol. 19, n° 3, pp. 23–48.
- PIVEN Frances Fox, CLOWARD Richard A., 1979, *Poor people's movements: why they succeed, how they fail*, New York, Vintage books.
- RETIÈRE Jean-Noël, 2003, Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. *Politix*, vol. 16, n° 63, pp. 121–143.
- SAMPSON R. J., 1997, Neighborhoods and Violent Crime: A Multilevel Study of Collective Efficacy. *Science*, vol. 277, n° 5328, pp. 918–924.
- SAWICKI Frédéric, 2000, Les politistes et le microscope. In CURAPP, *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, pp. 143–164.
- SKEGGS Beverley, 2015, *Des femmes respectables : classe et genre en milieu populaire*. Marseille, Agone, L'ordre des choses.

SMITH Neil, 2005, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*. Londres, Routledge.

SOULIÉ Charles, 1997, Le classement des sans-abri. *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 118, n° 1, pp. 69–80.

TEPPO Annika & MILLSTEIN Marianne, 2015, The place of gentrification in Cape Town. In Loretta Lees, Hyun Bang Shin & Ernesto López-Morales, *Global gentrifications: Uneven development and displacement*, Bristol, Bristol University Press, pp. 419-430

VISSIER Gustav, KOTZE Nico, 2008, The State and New-build Gentrification in Central Cape Town, South Africa. *Urban Studies*, vol. 45, n° 12, pp. 2565–2593.

WESTERN John, 1996, *Outcast Cape Town*. Berkeley, University of California Press.

## NOTES

1. « Gentrification stole my house »

Toutes les traductions sont de l'autrice.

2. « I used to live here »

3. « Woodstock belongs to us too »

4. Barbecue en Afrikaans. Coutume culinaire et sociale répandue en Afrique du Sud.

5. Je reprends la catégorisation officielle établie par le régime sud-africain de l'apartheid et qui continue d'être utilisée par les pouvoirs publics sud-africains.

6. Politique publique d'apartheid votée en 1950, le Group Areas Act détermine l'assignation raciale des différents espaces urbains.

7. J'opte pour le terme indigène d'« occupation » car les leaders de RTC emploient ce vocable et rejettent celui de « squat » qu'ils associent à une culture politique libertaire et à une conception européenne du logement occupé.

8. Par souci d'anonymat, l'ensemble des prénoms ont été modifiés.

9. « You know that time it was like... there were more vendors on the street, you understand? And now it's not like that anymore. We had more people that sold fresh fruit and vegetables on the street. And it was more like for people that could afford it, even the shops. You know now most of these people around here can't go into these coffee shops, you understand what I'm saying. »

10. « You know that, that was the beauty of the sense of community and spirit we had together. Then, things started changing with the developers coming in, you know people started moving people into their houses to try and help out. [...] The sense of community is not there anymore. We used to greet our neighbors before. Now the guy, either coming from overseas, or he is coming from a rich neighborhood and he is living in your neighborhood and now you greet; nobody wants to greet you because you either have a different color. We don't have that sense of "how can I help you with something you got something" you know but no, now it is, "ok I'll do it myself. You know, the sense of community is not there. »

11. Selon Katy, leader du mouvement, en avril 2019, l'occupation compte près de 300 enfants sur environ 900 personnes. Entre octobre et décembre 2018, le nombre d'habitants s'accroît fortement, passant de 500 à environ 900.

12. « My daughter had a meningitis. I spent three weeks at the hospital. At the same time, I felt something was not right at home. When I went home, I saw a letter, opened it and saw that we were being evicted. I just returned from the hospital and was already stressed out. [...] When we got hold of the lawyer, it seemed he was too scared of the landlord to act. My daughter was getting sick again and I began to feel like giving up. I felt like giving up, everything is crashing, but I told myself I have to be strong. »

13. « I had to store clothes in Salt River by my neighbor in the house that I stayed in Salt River, I just store my clothes there. The water prices started going up with the water crisis here, so I couldn't use their water there to wash my clothes, I had to pay them to keep my clothes there. When I needed to change, I had to go to the airport to wash to myself and keep myself presentable... people could not believe one of those months I was on the street that I was homeless because I kept my presentation and at least a smile on my face but inside nobody knew what was really going on, you know it was very tough. »

14. Dans *Asiles* [2013, p. 61], Goffman souligne que le sentiment de dépossession est d'autant plus intense que « l'on investit dans les effets personnels l'image que l'on se fait de soi-même ».

15. La définition de l'*empowerment* utilisée par Bacqué et Biewener [2015, p. 144] semble la plus appropriée : « Processus qui articule une dynamique individuelle d'estime de soi et de développement de ses compétences avec un engagement collectif et une action sociale transformative ».

16. « Rick : Uhm. I'm much stronger. I was at my lowest in my life. Emotionally, spiritually, mentally. I... I just wanted to die. Really.

Margaux : Why did you want to die ?

Rick: I wanted to die because it became such a burden not being able to provide for yourself, not being able to provide firstly for your child. You know these mechanisms of business and politics has changed so much in the last 10 years. It humiliates you. It's life chewing you up and spitting you out. It's a terrible thing. And then I just came to a stage where I said you know what, I'm wasting time feeling sorry for myself and my situation. I've got to find solutions to this. And solutions I found was starting to talk to more people and learning with this movement. You know your spirit builds up. [...] And I believe there's power in people. Everybody deserves a house, irrespective of what your background is. [...] And being able to help somebody. You know, for me that is very important. It gives one a sense of a purpose again. Which is very important. I use that as a driving force basically. I find my strength in it. It gives me a lot of strength. »

17. Elle reçoit une pension de retraite de 1700 rands par mois, soit environ 100 euros.

18. Le District Six Working Committee milite pour que les terres des victimes expulsées de District Six leur soient restituées.

19. « I was lucky because I had a place where to go. But what happened with the other people ? Most of the people went to Mitchell's Plain, Mennenberg. Most of the people went to places that they did not even know. There was nothing, no light, it was a bush. It was in the winter that time. Most of our people were dumped, they dumped you just there, at Mennenberg, Phillippee. Like dogs, "you can stay there". We were like dogs, they pick you up and dump you there, "see what is gonna happen". [...] Woodstock was like District six, it is very similar. But now, most of the coloured people don't stay here anymore. If you walk up Gimpy street, if you see the coloring houses, it is mostly foreigners now. And where is our people? They dumped them in Blikkiesdorp. You see now? »

20. « We are basically just taking back what was stolen from us by the government. The apartheid government before. They took all our families that were staying in the area like this, they put them in some whole bush. So our grandparents are dead. They never got what they deserved. So we, the kids, we are coming and we are saying, "I'm taking what you took from my grandparents. They're dead, but I'm here". So as many of us here, me, I'm just taking back what was taken rightfully. That's what I'm in for. »

21. « We are here to say that we exist ! Gentrification is just a modern word to say Group Areas Act. It is always the Group Areas Act and we need to stop that now. How can the city and the government sell public lands to the private developers? Public lands should remain public. I lived in two houses in that street, I am being evicted for the third time and I feel that it is my right and that it is OUR right to live in Woodstock. »

22. « This people is giving all the wrong stories about this place here, they don't know Woodstock. They came to live here a short while ago. We were born here. Don't make us look like hooligans, we are not hooligans. »

23. « Cadre » est entendu comme synonyme de « leader ».

24. 2,60 euros environ.

25. « *The people here call this a prison. Because of whenever you have friends or family coming over, you must tell your house leader, "listen here, my sister is coming here".*

*So, that is why they call it a prison, because why must other people know when you have friends or family here? Why? It is your space. »*

26. « I just want to say that there are house rules and there are rules that you signed for and one of those rules was that YOU have to participate in ALL the actions and things of RTC. You committed yourself to that on the day you were interviewed to move in the occupation, you agreed with those rules. And now we're all here, and just a few of us don't live here but no one come to the actions and stuff, just a few people and it is always the same people. [...] And I just want to encourage you and push you a little bit men, it can't be that you don't want to do anything for the movement, come on! This is YOUR movement; you lead us we don't lead you. »

27. De nombreux Métis votent pour le parti de l'Alliance Démocratique, parti à la tête de la municipalité du Cap et de la province du Western Cape. Principal opposant à l'ANC, ce parti conservateur et libéral est fustigé par les leaders de RTC. Le parti doit notamment sa popularité auprès des Métis à la crainte suscitée par l'ANC et au développement de politiques sociales et économiques uniquement favorables aux Noirs. Pour plus d'informations à ce sujet, voir [Adhikari, 2005].

## RÉSUMÉS

À travers une recherche empirique et qualitative, j'explore la façon dont l'occupation d'un ancien hôpital par les habitants expulsés de Woodstock (Le Cap), reconfigure leurs expériences et pratiques du quartier. Je répondrai aux questions suivantes : En quoi cette occupation constitue un lieu de résilience au centre d'un quartier gentrifié ? Quelles sont les stratégies déployées par les habitants pour y vivre le plus sereinement possible, préservant leur routine tout en répondant aux injonctions et exigences du mouvement social qui les loge ? J'observerai que l'occupation constitue un lieu de reformation des solidarités locales et permet aux habitants de revaloriser leur rôle social. Toutefois, il convient de souligner l'ambivalence de ce lieu d'hébergement, en rappelant que les contraintes et normes sociales imposées aux habitants peuvent constituer pour certains d'entre eux, une forme d'enfermement supplémentaire dans l'espace urbain.

Through empirical and qualitative research, I explore how the occupation of the old hospital of Woodstock (Cape Town) by evicted residents transforms their experiences and practices within the neighbourhood. I hereby answer the following questions: in what sense does this occupation represent a space of resilience at the center of a gentrified neighbourhood? What are the strategies deployed by the inhabitants to live there as serenely as possible, preserving their personal routine while responding at the same time to the demands of the social movement that hosts them? I observe that the occupation fosters the reshaping of local solidarities and allows the inhabitants to revisit their social role. However, I also emphasize the ambivalence of this

lodging place by highlighting that the constraints and social norms imposed on the inhabitants can be considered as an additional form of confinement in the urban space.

## INDEX

**Mots-clés** : gentrification, expulsions, occupation, habitants, quartier populaire, Le Cap

**Keywords** : gentrification, evictions, occupation, residents, neighbourhood, Cape Town

## AUTEUR

**MARGAUX DE BARROS**

Doctorante, CEVIPOL, Université Libre de Bruxelles

[margaux.de.barros@ulb.ac.be](mailto:margaux.de.barros@ulb.ac.be)